

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle chronique, éolien, sites et sols pollués
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 5 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PRYSMIAN CABLES ET SYSTEMES FRANCE

Zone industrielle

Rue du port au Vin

89100 GRON

Références : 240152

Code AIOT : 0005401208

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2024 dans l'établissement PRYSMIAN CABLES ET SYSTEMES FRANCE implanté Rue du Port au vin, Zone industrielle, 89100 GRON. L'inspection a été annoncée le 17/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite inspection a été réalisée suite à une fuite de gaz sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PRYSMIAN CABLES ET SYSTEMES FRANCE
- Rue du Port au vin, Zone industrielle, 89100 GRON
- Code AIOT : 0005401208
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site fabrique des câbles électriques pour des applications terrestres, maritimes et aériennes.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Incidents ou Accidents	Arrêté Préfectoral du 06/06/2012, article 2.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La fuite de gaz du 11/01/2024 sur une canalisation a été identifiée et réparée. Une fiche de notification d'incident a été transmise à l'inspection.

Toutefois, l'exploitant doit informer la Dreal, au même titre que le SDIS, lors d'un incident ou accident.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incidents ou Accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2012, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accidents ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 11/01/2024, vers 13 h 00, un opérateur a senti une odeur de gaz vers le lavabo du bâtiment de maintenance. Il a averti le responsable maintenance du site qui a contacté le prestataire Engie (gestionnaire de l'ensemble des utilités du site dont la partie chaudière gaz). Engie s'est rendu sur les lieux. Ne connaissant pas l'origine de la fuite de gaz, Engie a appelé GRDF. Arrivé sur le site, le technicien GRDF a coupé l'arrivée principale du gaz du site. L'exploitant a contacté, par la suite, le SDIS qui est arrivé sur site aux alentours des 13 h 30. Des recherches ont été entreprises pour trouver la fuite. Le SDIS a quitté le site à 19 h 30, après une mesure de zéro concentration de gaz dans un fourreau sans câble, où s'était accumulée la quantité de gaz issue de la fuite.</p> <p>La fuite n'a pu être localisée le jour même par les moyens de mesure disponibles. Le 12/01/2024, l'exploitant a fait intervenir une société extérieure spécialisée sur le site pour réaliser, après inertage, des travaux d'excavation de la canalisation d'alimentation de gaz enterrée. Il s'agit d'un défaut d'étanchéité de cette canalisation ancienne qui n'avait pas subi d'avarie connue par le passé. La localisation de la fuite a pu être validée le 13/01/2024 sur un coude de cette canalisation.</p>

La canalisation a été réparée définitivement le 15/01/2024.

La remise en fonctionnement de l'arrivée générale de gaz de l'usine par GRDF, avec test de pression, a été réalisée, le 15/01/2024, en fin de journée.

L'exploitant a transmis, par courriel en date du 21/03/2023, une fiche de notification d'incident réclamée par l'inspection.

Suite à cet incident, l'exploitant prévoit de planifier une visite d'inspection initiale de l'état des canalisations aériennes et enterrées de son site. Une périodicité de contrôle sera définie, suite à cette inspection de l'ensemble des canalisations.

Par ailleurs, l'exploitant va formaliser une fiche réflexe pour fuite de gaz et ajouter un exercice, relatif à ce phénomène dangereux, dans le planning des exercices d'urgence.

Non-conformité 1 : l'exploitant n'a pas contacté la DREAL pour l'informer qu'un incendie s'est produit sur le site.

Non-conformité 2 : l'exploitant n'a pas transmis sous 15 jours la fiche de notification d'incident réclamée par l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours